



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Chartres, le

Service environnement et nature  
Direction départementale  
de la cohésion sociale  
et de la protection des populations

IC14423

Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre  
de la société CORNET SA  
sur le territoire de la commune d'Orgères-en-Beauce

(N°ICPE : 127)

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°1815 délivré le 22 novembre 2000 à la société CORNET SA, dont le siège social est situé Route de Courtalain à Châteaudun, pour l'exploitation d'une unité de stockage de céréales avec annexes sur le territoire de la commune d'Orgères-en-Beauce ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412 de la nomenclature des installations classées ;

Vu la plaque constructeur apposé sur le réservoir aérien indiquant que celui-ci a une capacité de 52.5 m3 soit 21 t de butane ;

Vu le point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé qui dispose que : « Les moyens de secours sont au minimum constitués [...] pour les réservoirs de capacité déclarée supérieure à 15 tonnes, d'un système fixe d'arrosage raccordé », et que cette prescription est applicable aux installations existantes depuis le 05 octobre 2007 ;

Vu les conclusions rédigées par la société TOTALGAZ sur le registre de maintenance du site indiquant que le système fixe d'arrosage n'est pas raccordé et que cela constitue une non-conformité ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 19 juin 2014 relatif à la visite d'inspection au titre des installations classées du 18 juin 2014, transmis à l'exploitant par courrier du 24 juin 2014 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 18 juin 2014, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Le système fixe d'arrosage du réservoir aérien de butane n'est pas raccordé conformément au point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé ;
- Les équipements susceptibles d'être à l'origine d'une explosion comportent des écarts au vu de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé selon le rapport de la dernière vérification des installations réalisée par l'APAVE le 04 décembre 2013 ;
- Certaines liaisons équipotentiellles sont absentes sur certains équipements selon le rapport de la dernière vérification des installations réalisée par l'APAVE le 04 décembre 2013 ;
- Le site ne dispose pas d'un poteau incendie de 100 mm normalisé piqué sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 m du bâtiment par les chemins praticables ou d'une réserve d'eau de 120 m3 conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°455 du 10/12/1951 conformément à l'article 1.6.5 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Considérant que ces non-respects sont susceptibles de dégrader le niveau de sécurité du site ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société CORNET SA de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

## A R R E T E

### Article 1

La société CORNET SA, dont le siège social est situé Rue de Courtalain sur la commune de Châteaudun, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite 2 rue du Gué Barrault sur la commune d'Orgères-en-Beauce,

- De raccorder le système fixe d'arrosage du réservoir aérien de butane conformément au point 4.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 susvisé dans un délai d'un mois ; L'exploitant justifiera de la réalisation des travaux auprès de l'inspection des installations classées par tout moyen approprié.
- De lever les non-conformités du dernier rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation ICPE conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisé dans un délai d'un mois ; L'exploitant justifiera de la réalisation des travaux auprès de l'inspection des installations classées par tout moyen approprié.
- De disposer d'un poteau incendie de 100 mm normalisé piqué sur une canalisation assurant un débit de 1000 litres/minute, sous une pression dynamique de 1 bar et placé à moins de 100 m du bâtiment par les chemins praticables ou d'une réserve d'eau de 120 m3 conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n°455 du 10/12/1951 conformément à l'article 1.6.5 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de trois mois ; L'exploitant justifiera de la réalisation des travaux auprès de l'inspection des installations classées par tout moyen approprié.

## **Article 2 – Recours**

### **A – Recours administratif**

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – CS 70527 - 28019 CHARTRES Cedex,
- un recours hiérarchique, adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

### **B – Recours contentieux**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

## **Article 3 – Notification**

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire par voie administrative. Copies en sont adressées au Maire de la commune d'Orgères-en-Beauce et au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre.

#### Article 4 – Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### Article 5 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de la commune d'Orgères-en-Beauce, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chartres, le 21 JUL 2014

**COPIE**

Le Préfet,  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Paul VICAT